

VILLE DE SAUMUR

Direction des Moyens Généraux
Service Coordination administrative

Commission RH du 11 décembre 2019
Comité Technique du 3 décembre 2019

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2019

17

ORIENTATION

Délibération ☐

Information ☐

INSTAURATION DU TELETRAVAIL AU SEIN DE LA VILLE DE SAUMUR ET DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SAUMUR

Le télétravail est une forme d'organisation du travail, reposant sur les technologies de l'information et de la communication, dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de la collectivité sont réalisées hors de ces locaux.

Conçu comme une mesure d'amélioration des conditions de travail permettant d'allier vie professionnelle et personnelle, le télétravail est un choix individuel et en aucun cas une obligation. Il résulte d'un double volontariat : celui de l'agent et celui de l'autorité territoriale.

La Ville de Saumur et le Centre Communal d'Action Sociale de Saumur ont souhaité mettre en place ce dispositif. Un groupe de travail a été constitué et s'est réuni les 10 octobre et 8 novembre 2019. Ces réunions ont donné lieu à de nombreux échanges et réflexions. Un projet de charte a été élaboré portant notamment sur les conditions de l'expérimentation de 8 mois, à compter du 1^{er} février 2020. Au-delà de l'expérimentation et après un bilan, la durée des autorisations de télétravailler sera de 1 an.

La Ville de Saumur et le Centre Communal d'Action Sociale de Saumur souhaitent ouvrir la possibilité de télétravailler à tous les agents de la collectivité dont les missions éligibles au télétravail seront validées au préalable par le supérieur hiérarchique sous couvert du(de la) directeur(trice).

Afin que les agents soient placés dans les meilleures conditions pour atteindre leurs objectifs professionnels, et dans l'intérêt de la collectivité qui doit veiller à la qualité et à la continuité de ses missions, les tâches suivantes sont considérées comme non éligibles au télétravail pour tous :

- les activités qui exigent une présence physique dans les locaux de la collectivité, notamment en raison d'un accueil physique obligatoire des usagers ou des autres services de la collectivité ou de l'impossibilité de déplacer certains équipements matériels
- les activités rendues impossibles à exercer du fait de l'inaccessibilité à distance (notamment au domicile de l'agent) de certaines applications métiers/ activités rendues impossibles du fait de la manipulation d'actes, de valeurs ou de données confidentielles dont la sécurité ne peut être assurée hors des locaux de la collectivité.
- les activités qui nécessitent une intervention sur la voie publique (chantiers, zones d'activités...) ou au domicile des usagers.

Afin de tester le dispositif durant l'expérimentation, le nombre d'agents télétravaillant par direction est limité à 2.

La collectivité mettra à disposition le matériel nécessaire à l'exercice du télétravail, des téléphones portables et des ordinateurs partagés. Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail,

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2019-637 du 25 juin 2019 relatif aux modalités de mise en œuvre du télétravail à l'égard de certains agents publics,

Vu l'avis favorable émis par le Comité Technique le 3 décembre 2019,

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- APPROUVER la charte de télétravail fixant les modalités, le cadrage de l'exercice du télétravail, telle que présentée en pièce jointe avec une application effective à compter du 1er février 2020 avec une période expérimentale de 8 mois

- AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tout document ou pièce se rapportant à cette affaire

La Directrice,

Signé

Valérie TEXIER

L'Adjointe déléguée,

Signé

Géraldine LE COZ